



LETTRE OFFICIELLE DE KEMI SEBA EN DIRECT DE PRISON EN AFRIQUE DU SUD].

Kemi Seba déclare:

« Mes chers frères et sœurs d’Afrique et de la diaspora, avant toute chose, j’aimerais vous adresser, en mon nom et en celui de mon héroïque fils Khonsou, notre profonde affection et notre gratitude en réaction aux innombrables messages de soutien que nous recevons de part et d’autre sur nos divers réseaux sociaux, et qui nous sont ensuite transmis par mon staff lors des visites en prison.

Ces messages que vous nous envoyez suite à cette ultime manipulation des services secrets néocoloniaux français et de leurs caniches bien dociles du gouvernement

béninois, tous bien aidés, il est vrai, par certains agents blancs des services secrets sud-africains, volontiers créatifs et mythomanes dans leur stratégie visant à inventer, contre mon fils et moi-même, des accusations les plus grotesques les unes que les autres afin de nous maintenir en détention, trop inquiets qu'ils sont tous de voir exposées les stratégies pluridimensionnelles d'exploitation et d'oppression de nos populations africaines par l'élite néocoloniale.

Tellement de mensonges à notre égard ont été dits dans la presse et au tribunal que je ne sais même pas par où commencer... Débutons par la dernière calomnie en date, à savoir l'accusation grossière selon laquelle je planifierais des attentats en Europe.

Moi, Kemi Seba, qui, depuis des années, réunis lors de mes tournées et meetings des foules énormes partout en Europe, en Afrique, aux Antilles, sans que jamais une quelconque violence ait été signalée lors de ces rassemblements.

Moi, Kemi Seba, qui, de 2011 à 2015, ai été formé rigoureusement en philosophie par le savant et professeur universitaire gabonais Grégoire Biyogo, promoteur obsessionnel de la non-violence et de l'ubuntu.

Moi qui produis une pensée intellectuellement élaborée (la Panafricanité fondamentale), au sein de laquelle, notamment, je rappelle que le fait d'ôter la vie d'un individu est étranger à l'ontologie africaine.

Moi qui ai toujours publiquement refusé la violence, même quand, parfois, des foules bouillonnantes pendant mes meetings ou certains de mes militants les plus radicaux voulaient passer par cette voie contre le système néocolonial.

Voilà que, pour me maintenir en prison, les services secrets blancs sud-africains, sans aucun doute sur recommandation des services secrets français, n'ont pas hésité à franchir les limites impensables de l'affabulation, en me présentant désormais comme un vulgaire poseur de bombes.

Je n'ai pas pu me retenir d'exploser de rire, au tribunal, en entendant, dans le pays de mon héroïne absolue, Winnie Mandela, de tels mensonges au XXI^e siècle

émanant de la police. Si des policiers hauts gradés, à leur grand âge, sont capables de mentir aussi éhontément, qui, je dis bien qui, peut veiller à la justice ?? La question, face à une si grande manipulation, mérite d'être posée.

Et encore, mes chers frères et sœurs, si c'était le seul mensonge, on en rirait tous, mais il n'en est rien. Tant d'autres calomnies ont été propagées contre nous.

Esclave servile suprême du gouvernement néocolonial français, le gouvernement béninois, constatant de lui-même que son mandat d'arrêt ridicule contre moi, pour soutien verbal au coup d'État du 7 décembre 2025, ne tenait pas (nous avons été des millions au Bénin à applaudir ce coup d'État face à cette tyrannie qui asphyxie notre peuple, sans que cela signifie que des millions d'entre nous aient été impliqués, moi y compris, dans l'organisation de ce coup d'État), s'est senti obligé de rédiger à la va-vite un autre mandat d'arrêt international, rétroactif cette fois, soi-disant datant de juin 2025, et portant sur une accusation fallacieuse et grotesque de blanchiment de capitaux.

Personne au Bénin, ou à l'extérieur, pas même le gouvernement mafieux de Patrice Talon lui-même, n'avait entendu parler de ce mandat d'arrêt en 2025. Pour la seule et unique raison que ce mandat n'existait pas cette année-là.

Si ce mandat d'arrêt international pour blanchiment de capitaux existait déjà en 2025, moi qui me suis déplacé dans de nombreux pays, dont certains ont de bonnes relations diplomatiques avec le Bénin, n'aurais-je pas été arrêté par ces derniers ?

Mieux encore, si ce mandat d'arrêt pour blanchiment de capitaux existait depuis l'année dernière, le gouvernement béninois, qui a communiqué de manière hystérique dès décembre après le coup d'État au sujet de mon mandat d'arrêt, n'en aurait-il pas fait autant dès juin 2025 ?

Ces gens-là se moquent du monde, vous et moi le savons parfaitement. Le gouvernement béninois et sa justice corrompue jusqu'à la moelle ont créé ce pseudo second mandat d'arrêt très récemment, en vue d'essayer d'alourdir le dossier visant mon extradition, ou mon maintien en détention, ici en Afrique du Sud.

Mais venons-en au fond du dossier. Il a été raconté que je voulais me rendre en Europe avec mon fils, pour y commettre soit disant des attentats (ils n'ont vraiment pas honte). Et, prétendument, que dans ce but, j'étais accompagné d'un allié sud-africain blanc d'extrême-droite.

Chers colons, s'il vous plaît, à l'avenir, quand vous mentez sur moi, faites-le doucement et surtout plus intelligemment.

Premièrement, il n'a jamais été question que j'aille en Europe. L'Europe est votre obsession, pas la mienne. L'objectif initial, à partir du Zimbabwe, était de rentrer in fine au Niger, puis peut-être en RDC, où l'asile politique m'a été proposé.

Comment l'histoire s'est déroulée ?

En mars 2026, je suis averti par un ami policier béninois, par ailleurs sympathisant déterminé de notre travail politique, qu'Interpol m'a localisé en Afrique du Sud, sans pour autant qu'ils sachent dans quelle maison je me trouve. Ils savent que je suis à l'intérieur du pays.

Il m'est dès lors fortement conseillé de trouver un moyen de quitter le territoire sud-africain.

Il faut savoir que je suis rentré en Afrique du Sud parfaitement en règle, avec un passeport diplomatique et un visa normal. Néanmoins, suite au mandat d'arrêt international du 12 décembre 2025 (le seul qui a été vraiment lancé par la dictature), par simple mesure de sécurité, je ne pouvais plus sortir par des voies légales telles que l'aéroport, au risque de me faire arrêter.

Je suis donc resté en Afrique du Sud sans jamais quitter le territoire (j'y faisais mes rendez-vous) et, logiquement, au bout d'un moment, mon visa a expiré.

Retenons bien que le but non dissimulé de ce mandat d'arrêt international béninois était et demeure de me voir réduit au silence tant mes critiques et mon rôle d'opposant perturbent intensément le gouvernement béninois et son parrain français.

Que personne ne soit stupide en croyant que cela soit lié au coup d'État. De nombreuses personnes qui ont condamné le coup d'État parmi les opposants ont, elles aussi, été arrêtées. L'affaire du coup d'État n'est qu'un prétexte pour faire taire toute forme d'opposition.

Face à cette réalité étatique et en gardant, comme toujours en période à hauts risques, mon sang-froid, je demandai dès lors à mes très nombreux contacts africains qui pourraient nous exfiltrer, mon fils et moi (dont j'ai la garde et la responsabilité et qui n'est majeur que depuis quelques semaines à peine), et nous emmener en lieu sûr.

Nombreux étaient ceux prêts à nous accueillir un peu partout, bien plus que je ne pouvais l'imaginer. Mais aucun n'était logistiquement organisé en cette période, selon leurs dires, pour nous exfiltrer d'Afrique du Sud. Or c'est d'exfiltration dont j'avais besoin.

Je discutais à cette occasion avec le petit-fils de Mandela, un frère que j'ai beaucoup aidé en 2025, sans obtenir de réponse satisfaisante de son côté.

Alors je me résolus à me tourner vers mes partenaires géopolitiques. Et là encore, très rapidement, le tour fut fait.

En Amérique du Sud, les résistants à l'impérialisme avaient connu des attaques récemment qui les avaient profondément déstabilisés et déstructurés. Du côté du Moyen-Orient, je n'en parle même pas. Il ne servait à rien de contacter ni les uns ni les autres.

Alors je finis par me tourner vers mon dernier contact de confiance en Russie, pays où, je ne le cache pas, j'avais progressivement rompu les liens avec pas mal de gens, à cause de divergences idéologiques et méthodologiques croissantes, notamment sur le terrain africain.

Ce dernier contact, c'est l'intellectuel et très influent idéologue du Kremlin, Alexandre Douguine, avec lequel j'entretiens, tant que faire se peut, une correspondance philosophique.

Il a fait partie des préfaciers de l'un de mes ouvrages, « L'Afrique libre ou la mort ». Nous sommes en désaccord sur de nombreuses choses mais nous échangeons passionnément, quand nous pouvons, sur la question métaphysique de la tradition primordiale, dont parlait René Guénon.

Lui pense que le berceau sacré de celle-ci est la Russie. Moi, je pense au contraire que son véritable centre, c'est l'Afrique et, plus globalement, le monde noir.

Nous échangeons aussi, quand nous pouvons, sur la question de la multipolarité, principe géopolitique sur lequel nous nous retrouvons.

Mais soit, vous en conviendrez avec moi, l'essentiel est ailleurs en ce moment.

Je lui écris donc et lui explique ma situation et l'urgence de celle-ci. Je dois le dire : de tous ceux que j'ai sollicités, il est celui qui m'a répondu le plus fermement en m'assurant qu'il fera ce qui est en son possible pour m'aider.

Sa démarche m'a touché.

Quelques jours à peine après notre discussion, il me revient en me confirmant qu'il a trouvé une solution. Ses éléments de confiance vont me contacter.

Cela ne tarde pas.

Le 10 avril 2026, un certain Remi m'appelle. Son nom, il me le dit plus tard, est un pseudo. Il est russe. Il me téléphone de la part de Douguine.

Remi m'explique qu'il arrivera pour me prendre avec mon fils le 12 avril. Que tout est organisé.

Comme prévu, le 12 avril, jour des élections frauduleuses, truquées comme jamais auparavant au Bénin, il débarque avec un de ses compatriotes avec qui il était, deux jours auparavant, à Moscou.

Il m'explique, une fois posés, le plan.

Ils (les Russes) ont des gens pour nous exfiltrer, nous faire traverser discrètement la frontière du Zimbabwe, et là-bas un avion russe nous attendra et nous amènera dans un premier temps à Moscou, où nous resterons quelques jours avec Douguine.

J'y ferai à cette occasion un certain nombre d'interviews, et ensuite un autre avion russe nous emmènera au Niger, partenaire diplomatique important de la Russie.

Et une fois au Niger, suite à ma requête, si le gouvernement du CNSP le veut et le peut, ils verront s'il est nécessaire et pertinent que j'aille en RDC.

Vingt minutes après l'arrivée des deux Russes à mon domicile à Fourways, deux frères zoulous qui travaillent pour une première boîte de sécurité recrutée pour nous accompagner dans un premier temps arrivent à la maison. Ils se déclarent par ailleurs partisans de Julius Malema.

Ce sont eux qui sont chargés de nous accompagner les premières heures.

Julius Malema est un frère que j'apprécie. Et voir deux frères qui se réclament de son idéologie et de sa mouvance à nos côtés dans cette opération me réchauffe le cœur.

Car au fond de moi, je trouvais inconcevable que ce soient seulement des Blancs (fussent-ils russes) qui nous aident à nous exfiltrer en lieux sûrs alors que je risque ma vie depuis vingt-sept ans pour la race noire aux quatre coins du monde et que des millions de noirs nous suivent un peu partout.

Les deux Russes, Remi et son collègue, nous disent que l'on se retrouvera au Zimbabwe.

Les deux frères zoulous nous transportent dans leur 4x4 et nous déposent dans un hôtel entre Johannesburg et Pretoria.

Nous y passerons, mon fils et moi, ainsi que les deux frères qui assureront la sécurité à tour de rôle devant l'hôtel, la nuit du 12 au 13 avril 2026.

Le 13 avril 2026, moment fatidique, les deux frères zoulous attendent un coup de fil leur indiquant le top départ pour nous transférer à l'autre boîte de sécurité recrutée pour nous faire traverser la frontière jusqu'au Zimbabwe.

Rappelons que tout ceci se déroule car le régime dictatorial béninois de Patrice Talon et Romuald Wadagni cherche par tous les moyens à m'éliminer politiquement.

C'est la survie de mon œuvre politique contre leur système néocolonial que je vise en agissant ainsi. En aucun cas je n'ai pour objectif de violer une quelconque loi.

Dans le courant de l'après-midi, donc, le tant attendu coup de fil survient. Les deux frères zoulous nous conduisent sur le parking d'un centre commercial de Pretoria.

Et là, deux autres Caucasiens plus jeunes que Remi et son collègue (ils me paraissent russes, vu la pâleur extrême de leur peau) nous attendent.

Eux-mêmes, qui sont dans leur voiture, attendent l'autre fameuse boîte de sécurité qu'ils ont personnellement sollicitée pour nous faire traverser la frontière.

Contrairement aux deux Zoulous, je n'ai pas l'occasion d'engager une discussion avec eux. Tout juste l'un des deux sort pour nous saluer furtivement.

Lui et son collègue me paraissent froids, mais je me dis que ce sont des Russes. Je ne cherche de toute façon pas leur amitié, je veux juste sortir de là.

Quelques minutes après, tout s'enchaîne.

Des voitures surgissent de nulle part à la vitesse du son.

Les frères zoulous et les deux Caucasiens me disent qu'apparemment il s'agit de l'autre boîte de sécurité chargée de nous faire traverser la frontière jusqu'au Zimbabwe.

Les frères Zoulous sortent donc les bagages de la voiture avant de partir.

De ces voitures qui viennent de surgir sortent plusieurs hommes cagoulés.

Ils prennent nos bagages rapidement, à mon fils et à moi-même, puis nous installent dans leur voiture et démarrent. Tout va très vite.

Personne ne nous parle pendant le trajet.

Au bout de dix à quinze minutes environ, ils se garent devant un bâtiment que je n'arrive pas à identifier.

Ce n'est qu'en sortant de la voiture avec mon fils que je réalise ce qu'il se passe.

Deux Blancs quinquagénaires, qui, je dois le dire, suintent le racisme anti-Noirs à des kilomètres à la ronde, nous accueillent.

Ils se présentent : ils sont membres des services secrets sud-africains.

Les hommes cagoulés qui nous ont récupérés sur le parking n'étaient en réalité pas une boîte de sécurité chargée de nous faire traverser la frontière, mais une unité policière agissant sous couverture, se faisant passer pour une boîte de sécurité, mais travaillant en réalité pour ces agents secrets sud africains blancs.

On découvre dans le même temps que les deux jeunes Caucasiens au teint pâle qui attendaient avec nous sur le parking étaient surveillés et infiltrés à un haut degré depuis longtemps par ces services secrets pour leurs activités politiques dans le pays, et que ce n'est que comme cela que nous avons été arrêtés et identifiés lors de cette fameuse rencontre sur le parking.

Et, cerise sur le gâteau, ces deux Blancs du parking que je pensais russes ne le sont absolument pas.

Ce sont des Boers nationalistes travaillant apparemment avec la Russie.

Les deux frères zoulous ont pu quant à eux s'échapper. Les policiers sont d'ailleurs énervés de ne pas avoir pu les arrêter. Je me dis tant mieux pour eux.

Les agents secrets blancs nous interrogent.

Je ressens chez eux une agressivité anti-Noirs que je n'ai jamais ressentie de ma vie. Tout Noir ressentirait à ma place ce que nous ressentons en cette circonstance.

Fait notable et ironique, leur hostilité est en tous points supérieure à ce que j'avais assimilé à de l'extrême froideur chez les deux jeunes nationalistes boers du parking.

Ils nous demandent avec insistance où j'habite, dans quelle ville, où sont nos téléphones, car ils ne les ont pas trouvés avec moi.

Je réalise ainsi que, s'ils ne connaissent pas mon domicile, dans lequel je vis pourtant depuis des mois, dans lequel le Russe Remi, son collègue et les deux

frères zoulous sont venus tranquillement nous chercher, c'est qu'en effet ils ne savaient absolument pas où j'habitais dès le départ et qu'ils n'ont pas pu identifier ni les deux Russes ni les deux frères zoulous.

Tout juste les services secrets sud-africains ont-ils pu nous interpellé en ayant depuis longtemps infiltré à un haut degré la mouvance politique des deux jeunes nationalistes.

Au fond de moi, je fulmine. Comment les Russes, si stratèges d'ordinaire, dans un pays aussi marqué racialement et politiquement que l'Afrique du Sud, avec tous les Noirs qui auraient pu être recrutés pour cette mission, peuvent-ils engager pour m'escorter, disaient-ils discrètement, deux nationalistes boers surveillés, surtout quand on connaît a fortiori mon regard radical sur la question du séparatisme boer en Afrique du Sud ?

Pour moi, Noirs et Blancs ont tous le droit de vivre dans ce pays, en Afrique du Sud, ils ont définitivement tous le droit de vivre dans cette contrée, on ne refait pas l'histoire.

La seule chose que je souhaite, a fortiori pour les miens, c'est plus de justice sociale, dont ils semblent être dramatiquement privés actuellement.

Pour ce qui est du séparatisme boer, s'ils veulent vivre loin des Noirs (ce qui ne me dérange pas, vous vous en doutez), le meilleur moyen pour eux de vivre leur nationalisme est d'aller en Occident ou, pourquoi pas, en Russie, terre matricielle des Caucasiens.

Mais ils n'ont pas vocation, selon moi, à parler de développement séparé dans un pays que leurs aïeux ont violemment colonisé.

Je suis un disciple politique acharné de Winnie Mandela, de Chris Hani, de Steve Biko.

Je ne peux concevoir que les Russes aient recruté ces militants nationalistes boers, qui de surcroît étaient de toute évidence surveillés par la police, vu leur profil

idéologique, pour escorter secrètement un politicien panafricaniste et anticolonialiste recherché par les services secrets néocoloniaux.

Il y a pour moi quelque chose qui cloche dans cette affaire.

Je sais Douguine extrêmement sincère et loyal de manière générale, et plus encore avec moi, mais je ne comprends pas la stratégie de ses collègues russes sur ce coup, qui ont organisé cette opération.

Ceux qui connaissent en profondeur mon parcours savent que, formé initialement par l'école du black nationalism, je n'ai jamais eu de problèmes, à mes débuts en France, à parler de séparation raciale avec les nationalistes blancs, à l'image de mon maître absolu, une des plus grandes icônes de l'histoire du panafricanisme, Marcus Garvey, qui stipulait que la meilleure façon de se tenir éloigné du racisme anti-Noirs était de prôner une stricte séparation vis-à-vis de ceux qui en étaient les émetteurs.

« Chacun chez soi et les moutons seront bien gardés », me disais-je dans ma vingtaine.

Mais ceux qui, là encore, suivent mon parcours savent que mon retour en Afrique, en 2011, m'a progressivement éloigné d'une hostilité essentialisante vis-à-vis des Blancs, m'orientant, au fur et à mesure que je vivais les indécentes injustices sociales entre Noirs, vers la lutte des classes que je corrélais à la doctrine philosophique que j'élaborais depuis lors, en l'occurrence la panafricanité fondamentale.

Le fait est qu'aujourd'hui, à bientôt 45 ans et après vingt-sept ans de lutte politique (j'ai démarré très jeune), je suis contre les élites qui pratiquent l'injustice sociale, la prédation économique et le néocolonialisme, que ces élites soient blanches ou noires.

Je combats le gang de prédateurs économiques béninois du duo Patrice Talon–Romuald Wadagni, tout comme je combats la politique néolibérale et néocoloniale du Français Emmanuel Macron.

Et inversement, tout en priorisant toujours la collaboration avec les organisations africaines (exemple du Front anti-CFA, initié par notre ONG Urgences Panafricanistes et qui compte une centaine de mouvements citoyens issus de la Terre mère), nous avons parallèlement effectué un rapprochement avec des figures d'extrême gauche comme Juan Branco ou, par le passé, l'Argentin Pedro Biscay, organisé des actions conjointes symboliques et, comme toujours, non violentes avec les Gilets jaunes en France, contre le géant impérialiste, raciste et capitaliste français Bolloré.

Je prône avec une très grande clarté l'absolue nécessité pour mes partisans d'établir, partout où ils sont installés, un communautarisme noir de survie face à la négrophobie généralisée aux quatre coins du monde, plus que jamais au XXI^e siècle.

Je ne nie plus que certains Blancs ou autres non-Noirs puissent être nos véritables amis.

Comme je l'ai dit, Juan Branco est mon frère de lutte et, tant qu'il y aura de la loyauté entre nous, j'irai jusqu'au bout de ce combat avec lui.

Talon Patrice Talon est, quant à lui, mon ennemi.

Les choses sont claires de notre côté.

Même si les médias français néocoloniaux tels que France 24, RFI, « Jeune Afrique » du colon paternaliste blanc François Soudan, ou encore l'autre cafard d'Ousmane Ndiaye aiment me faire passer pour un raciste noir.

Bref...

Pour revenir aux nationalistes boers, j'apprendrai plus tard, au procès du 29 avril, que selon la police sud-africaine, le dénommé François Van der Merwe, celui qui nous avait furtivement salués sur le parking (son collègue ayant étrangement été relâché le soir même de notre arrestation...), aurait déclaré soi-disant que je préparais des attentats en Europe.

Choqué par cette ultime calomnie, je l'interrogeai à l'issue du procès du 29 avril, et il me jura n'avoir jamais dit cela. Que c'était clairement, selon lui, un coup monté des services secrets sud-africains, qui lui avaient attribué de fausses déclarations.

Il me dira même, je cite :

« Comment moi, nationaliste boer, pourrais-je, si quelqu'un avait eu l'intention d'aller faire des attentats en Europe, aider un Noir à aller tuer mes semblables en Occident ? Ça n'a tellement aucun sens ! »

Dit-il la vérité ? Ou a-t-il déclaré cela sous la pression des policiers blancs sud-africains qui auraient insisté pour inventer une histoire à me coller afin de me maintenir en détention ?

Quoi qu'il arrive, je suis, dans tous les cas, convaincu que c'est, d'une façon ou d'une autre, une machination des services secrets sud-africains blancs, et le temps va le prouver.

Jamais au XXI^e siècle une voix anticolonialiste africaine n'a fait l'objet d'autant de persécutions et d'une aussi grande machination incluant trois États à minima : la France et ses services secrets aux commandes, son animal de compagnie qu'est le gouvernement béninois, et certains membres blancs des services secrets sud-africains qui, j'en suis certain, agissent sous influence.

Malheureusement pour eux, les impérialistes réfléchissent toujours mal.

Ils ne se rendent pas compte qu'à chaque fois qu'ils persécutent les résistants noirs la résistance africaine en sort grandit et ils ne font que densifier l'impact de son œuvre dans le cœur de millions de gens.

Je conclus cette longue lettre par une pensée pour mon fils, Khonsou Seba, ce jeune héros arrêté seulement pour avoir voulu rester veiller sur son père qui se bat pour la libération et l'autodétermination de son peuple.

Tu es la plus grande fierté de ma vie, mon fils.

Nous sommes à des emplacements différents en prison, et je ne peux te voir autant que je le souhaite. Et même si je saigne de te savoir ici, je te sais très fort psychologiquement. Tu es l'avenir de notre peuple et, là aussi, le temps le dira.

Ta mère Etouma, qui, je le sais, souffre dans sa chair de te savoir ici, est dans le même temps, j'en suis convaincu, fière de toi, de ta dignité, de ton courage et de ton amour pour l'Afrique.

Je pense à mes autres enfants : Tete, ma fleur, je t'aime profondément. Heka, mon diamant, Anupe, mon petit lion, je pense aussi fortement à vous deux, mes cadets, qui êtes injustement bloqués avec votre maman Natou au Bénin (le passeport de votre mère étant détenus par le gouvernement mafieux au pouvoir).

Je pense à mon père de 80 ans, médecin extrêmement brillant à la retraite aujourd'hui, et à la reine qu'est ma mère, âgée de 76 ans, ancienne cadre infirmière, puéricultrice audacieuse et visionnaire, une Agojie des temps modernes, elle aussi à la retraite.

Tous deux sont, à leur âge, malgré les problèmes de santé qui nécessitent pour mon père une opération urgente à Paris, pris eux aussi en otage à Cotonou par le gouvernement mafieux béninois.

Pourquoi ? Tout simplement parce que, bien qu'apolitiques, ils sont mes parents.

Ceci étant leur seul crime aux yeux du régime néocolonial béninois.

Ils ont, malgré leur vieillesse, sans aucun motif valable, été placés en garde à vue plusieurs jours, leurs passeports leur ont été arrachés, comme ce fut le cas pour Natou et pour mes enfants cadets.

Ils sont en résidence surveillée.

S'il leur arrive quelque chose, à eux ou à mes deux derniers enfants et leur maman, le gouvernement béninois le paiera.

L'oligarchie béninoise Talon-Wadagni dirige, derrière ses dorures développementalistes, un régime totalitaire d'ordre néocolonial, mafieux et meurtrier.

Mais chaque chose a un début et une fin. Je vous le garantis.

À vous tous qui priez pour nous, nous ne vous remercierons jamais assez.

D'ici quelque temps, les extraordinaires militants d'Urgences Panafricanistes, qui un peu partout sont mobilisés, vous indiqueront la marche à suivre en ce qui concerne les actions citoyennes et politiques à mener.

Tous ceux qui, de près ou de loin, sont mêlés à cette machination que nous vivons et qui vise à la destruction de notre lutte pour la souveraineté africaine en répondront devant l'Afrique, le peuple et l'histoire.

Pour ma part, je n'ai jamais été aussi déterminé.

L'ennemi devrait le savoir, depuis toutes ces années : c'est lorsqu'on me persécute le plus, qu'on me poignarde le plus, que mes forces se décuplent.

Ils ne savent pas, depuis tout ce temps, qu'en voulant nous noyer ils nous ont appris l'apnée.

Ils ne font qu'accentuer le processus de résistance que nous avons depuis longtemps enclenché.

Cette étape, loin de nous enterrer, va plus que jamais nous élever.

L'avenir va tous nous édifier.

Bénin libre, monde noir libre, Afrique libre ou la mort, nous vaincrons.

Votre frère et humble serviteur,

Kemi Seba

Président de l'ONG Urgences Panafricanistes

Écrivain et concepteur de la panafricanité fondamentale

Fait docteur honoris causa en 2025, au pays de Patrice Emery Lumumba, pour
notre combat pour la cause noire mené aux quatre coins du monde depuis 1999.